

Unité départementale de la Manche
2, rue Saint Sever
Cité administrative
BP 86002 – Cedex
76032 Rouen

Rouen, le 15/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ELECTROPOLI FRANCE

4-5 avenue Saint Martin
50540 ISIGNY LE BUAT

Références : 2022-50-121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement ELECTROPOLI FRANCE implanté 4-5 avenue Saint Martin 50540 ISIGNY LE BUAT. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 sur les risques incendie dans les installations de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROPOLI FRANCE
- 4-5 avenue Saint Martin 50540 ISIGNY LE BUAT
- Code AIOT dans GUN : 0005301497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Electropoli est spécialisée dans le traitement de surfaces des métaux, par des procédés électrolytiques ou chimiques.

Le site est également classé IED sous la rubrique 3260.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie dans le cadre de l'action nationale 2022 "Traitement de surfaces" (ont été ciblés la vérification des installations électriques, détection, désenfumage, moyens de lutte et confinement des eaux incendie)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Détection incendie et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 17.6.2e alinéa	/	Sans objet
Consignes	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques -Contrôle	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.4.6e alinéa	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.6.1er alinéa	/	Sans objet
Détection incendie et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.1	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments constatés en visite permettent de démontrer que l'exploitant assure un suivi des installations et a mis en oeuvre des actions correctives suite à l'incendie d'une partie de la chaîne 34 en 2019. Toutefois, il convient de renforcer la rigueur dans la traçabilité de certains contrôles permettant de s'assurer qu'ils sont bien effectués (voir les demandes ci-après), notamment sur les contrôles réalisés par des prestataires extérieurs.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations électriques -Contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.4.6e alinéa
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, mentionne les déficiences constatées auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle électrique. L'exploitant fait également réaliser un contrôle annuel par thermographie des installations électriques. Les derniers rapports Q18 et Q19, respectivement du 14/10/21 et 15/11/21 indiquent que les installations « ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». L'exploitant a également présenté son tableau de suivi des différents constats établis par le contrôleur des installations électriques. Le contrôleur mentionne pour chaque constat un niveau de priorité classé de P1 à P3. L'exploitant établit ensuite un programme de suivi de ces constats. Le jour de l'inspection, 100 % des P1 étaient traités ainsi que 42 % des P2 et 30 % des P3. Ce suivi démontre que les contrôles électriques sont suivis par l'exploitant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Le rapport de contrôle électrique aborde ce sujet du contrôle de la terre par échantillonnage. La réglementation sur les contrôles électriques permet en effet un contrôle par échantillonnage pour les prises de courant et les éclairages. Par contre pour les équipements (visés par l'article 5 de l'AM du 30/06/2006), la réglementation impose un contrôle de la terre lors de chaque vérification (Arrêté ministériel du 10 octobre 2000). L'exploitant n'a donc pas su démontrer le respect de ce point. → L'exploitant transmettra sous 2 mois les éléments permettant de démontrer que les contrôles de terre des équipements visés par l'article 5 de l'AM du 30/06/2006 ont bien été réalisés. A défaut, un nouveau contrôle est à réaliser sous 2 mois permettant de contrôler les prises de terre de ces équipements.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. L'exploitant a eu un incendie courant 2019 à cause de ces systèmes : En fin de semaine les systèmes de chauffage sont arrêtés via les contacteurs mis sur « off » au niveau de chaque cuve. Un contacteur est resté « collé » et a entraîné un court-circuit et un début d'incendie. Suite à cet incendie, l'exploitant a présenté son plan d'action : <ul style="list-style-type: none">- Action 1 : La consigne d'arrêt des contacteurs a été complétée par le déclenchement des disjoncteurs au niveau des armoires de commande (Les bains ne sont donc plus alimentés électriquement).- Action 2 : Les sondes de niveau sont doublées (Réalisés pour les chaîne 32/31/30 et 36) et le seront pour les autres chaînes avant fin août.- Action 3 : En préventif les contacteurs seront remplacés tous les 10 ans. Les premiers remplacements sont programmés cette année avec un plan d'action sur 8 ans. L'exploitant a indiqué que la détection de niveau bas est testé lors du nettoyage / rechargement des bains puisque la sonde est enlevée du bain. Or, il n'a pas pu démontrer la réalisation de ce test. → L'exploitant transmettra sous 2 mois les premiers rapports de tests de détection de niveau bas démontrant que le test est bien réalisé et que les sondes et asservissements fonctionnent. Il convient également de noter que le bain de galvanisation à chaud n'est quant à lui pas arrêté le week-end et qu'il est donc continuellement en chauffe. L'exploitant a précisé que la détection incendie et l'arrêt de la chauffe renvoie une alarme sur les téléphones portables de certains agents. L'exploitant n'a pas su démontrer que l'arrêt de la chauffe entraîne bien une alarme sur les téléphones portables. → L'exploitant transmettra sous 2 mois son plan d'action permettant de tracer la réalisation de ce test.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.6.1er alinéa
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie
Prescription contrôlée : Les zones de sécurité de l'établissement déterminées par l'exploitant doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.
Constats : L'exploitant a présenté les plans d'implantation des détecteurs incendie, notamment à proximité des bains. Des détecteurs sont également présents dans les gaines d'aspiration des bains. Ce dernier au niveau de la chaîne 32 a d'ailleurs fonctionné lors de l'incendie de 2019.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 17.6.2e alinéa
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie
Prescription contrôlée : Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que : - dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier de sécurité, - incident ou accident dans l'unité ou dans l'établissement.
Constats : Le dernier rapport de contrôle de la détection incendie date du 11/10/21 et mentionne notamment le contrôle de la centrale de détection CHUBB et des détecteurs. Le rapport ne mentionne pas d'écart. Toutefois, le rapport ne permet pas de savoir quels tests ont été effectués afin de s'assurer du test complet des détecteurs incendie. De même, le rapport ne permet pas de s'assurer du contrôle des asservissements en cas de détection (L'exploitant a indiqué que les détecteurs dans les gaines d'aspiration au-dessus des bains entraînent l'arrêt de l'aspiration). → L'exploitant transmettra sous 2 mois le cahier des charges du contrôle ou un engagement du contrôleur concernant le contrôle du fonctionnement des détecteurs incendie et de l'asservissement de l'arrêt de la ventilation pour les détecteurs situés dans les gaines d'aspiration. A défaut un nouveau contrôle de fonctionnement des détecteurs devra être réalisé.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie le week-end
Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou un membre du personnel délégué, techniquement compétent en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin en dehors des heures de travail.
Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur le report d'alarme, notamment lors des horaires de fermeture de l'activité (le week-end notamment) au regard du retour d'expérience et des enquêtes menées par le bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) sur les accidents de traitement de surface en 2021. L'exploitant a indiqué que le report d'alarme incendie est reporté successivement vers le téléphone portable du chef d'équipe, puis le responsable de la maintenance, le responsable HSE puis la directrice, notamment en dehors des horaires de présence du personnel. A coté de la centrale incendie, les tests de report de ces alarmes sont tracés.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage le suivi de l'installation de sprinklage qui a été mise en service en 2014. Le dernier rapport Q1 du 15/03/2022 fait état de 2 observations. Aucune non-conformité n'est mentionné dans ce rapport. Les 2 observations font l'objet d'une demande d'intervention.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Ressource en eau
Prescription contrôlée : L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, constitué de 3 bornes stratégiquement implantées, au débit minimal de 180 m3/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar, ainsi que d'un bassin contenant un volume d'eau de 1000 m ³ . L'exploitant s'assure de la disponibilité permanente de ce bassin de réserve d'eau situé à l'extérieur du site, à proximité immédiate de l'entrée sud-est de l'établissement.
Constats : Les 3 poteaux incendie situés à proximité du site sont situés sur la voie publique. 2 poteaux ont été contrôlés et disposent d'un débit conforme au RDDECI (Règlement départementale de la Défense Extérieure Contre l'Incendie). Le 3e est hors service. Le bassin incendie est également commun à la zone d'activité et géré par la mairie. Son volume disponible est de 800m3 et non pas 1000m3. L'exploitant a sollicité la mairie concernant l'entretien de ce bassin qui dispose de 3 bouches d'aspiration reliées à une crépine. Sur ce sujet le RDDECI 50 mentionne que : "Chaque dispositif doit être régulièrement nettoyé et entretenu. Si cela ne peut être le cas il pourra être pivotant pour n'être immergé qu'en cas de besoin afin d'éviter l'envasement et le bouchage de la crépine." Pour être totalement opérationnel, les crépines doivent être entretenues régulièrement. A défaut, elles risquent de se boucher et rendre les bouches d'aspiration non opérationnelles. Depuis cette prescription, le site a évolué en matière de protection incendie puisqu'une partie du site est sprinklé. Ainsi, les besoins complémentaires en matière d'eau incendie (selon le calcul du guide D9) sont donc plus faibles. L'exploitant a indiqué avoir refait le calcul D9. Or, le calcul étudié lors de l'inspection comporte des erreurs puisque les halls de production ont été pris en compte avec un sprinklage sur 100% de ces halls alors qu'il est présent sur 50% de ces halls. L'inspection demande donc à l'exploitant de réviser le calcul D9 et le transmettre à l'inspection afin de calculer les besoins complémentaires en eau et s'assurer que les moyens actuellement disponibles sont suffisants. Il convient également de remettre en état le poteau incendie 46 qui est un des plus proche du site et mettre en œuvre un entretien des crépines du bassin incendie. L'exploitant transmettra sous 2 mois le calcul D9 révisé et le plan d'action pour remettre en état le poteau incendie et entretenir les crépines du bassin incendie.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 16.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Consignes
Prescription contrôlée : L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesure à prendre (arrêt des machines, extinctions, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur la procédure de gestion du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Ce bassin est commun à la zone d'activité. Différentes vannes doivent donc être manipulées. Suite à la visite d'inspection du 31/03/2021, l'exploitant a établi une consigne. La consigne et le repère des différentes vannes a été constaté sur le terrain. Toutefois, l'exploitant n'a pas su démontré que l'ensemble du personnel dédié à la manipulation de ces vannes étaient bien formés afin de réagir dans les meilleurs délais et ainsi éviter une pollution. -> L'exploitant doit améliorer la traçabilité concernant la formation à la gestion du bassin de collecte des eaux incendie. il transmettra sous 2 mois le plan d'action concernant cette formation.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Il a été constaté la présence d'exutoires de fumées au niveau des différents halls de production. L'exploitant a précisé que les toitures des différents halls ont été remplacé à partir de 2015 avec la présence de nouveaux exutoires de fumées. Le dernier rapport de contrôle mentionne la nécessité de remplacer le vérin d'un exutoire an sein du hall 3 qui a été remplacé. Ce rapport mentionne également la présence de 2 exutoires sur 3 du local maintenance qui ne fonctionnent pas (grippage d'après l'exploitant). L'exploitant a présenté les différentes demandes pour intervention au niveau de ces exutoires afin de procéder aux réparations. Malgré les différentes relances, ils ne sont toujours pas réparés le jour de l'inspection. -> L'inspection demande à l'exploitant sous 2 mois: - de justifier que les exutoires représentent bien une surface minima de 1% de la superficie total au niveau de chaque canton de désenfumage, - de réparer les 2 exutoires du local maintenance.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale